



L'Unité Droits humains et Paix

Membre de
actalliance

Brot
für die Welt

Directeur de publication

Pain pour le monde -
Service protestant de développement
Œuvre protestante de Diakonie et
développement
(Evangelisches Werk für Diakonie
und Entwicklung e. V.)

Caroline-Michaelis-Str. 1
10115 Berlin (Allemagne)

Téléphone +49 30 65211 0
info@brot-fuer-die-welt.de
www.brot-fuer-die-welt.de

Responsable légal Klaus Seitz

Mise en page Büro Schroeder,
Hanovre

Photos Frank Schultze (couverture),
Hermann Bredehorst (p. 5), New
Media Advocacy Project (p. 10), Sarah
Lincoln (p. 11), Christof Krackhardt
(p. 12), Christoph Pueschner (p. 15),
Sebastian Wanzalla (p. 16, p. 19).

Impression Polyprint GmbH, Berlin
Imprimé sur papier recyclé

Traduction Anna Bodenez et
Jayrôme C. Robinet (lingua•trans•fair)

Spenden

Brot für die Welt -
Evangelischer Entwicklungsdienst
IBAN DE10 1006 1006 0500 5005 00
Bank für Kirche und Diakonie
BIC GENODED1KDB

Berlin, Juillet 2017

Sommaire

Éditorial	4
Protéger toutes les personnes défendant les droits humains	7
L'économie doit elle aussi respecter les droits humains	10
Soutenir la société civile partout dans le monde	12
La migration libre et volontaire favorise le développement	14
Transformer les conflits pacifiquement et contribuer à une paix équitable ..	16

L'Unité Droits humains et Paix

Éditorial

Cette brochure a pour but de vous faire découvrir l'Unité Droits humains et Paix de l'organisation Pain pour le monde. Nous vous y présentons nos valeurs et les thèmes qui nous sont chers ainsi que nos actions et méthodes de travail. Nous espérons vous montrer ainsi ce que notre travail peut apporter au monde en général et à vous en particulier.

Nos valeurs

Les droits humains universellement reconnus constituent la base de notre travail. Toute personne a le droit de vivre dans la dignité. Nous luttons pour l'instauration de législations garantissant ce droit. Nous intervenons dans la politique allemande et vérifions que les femmes et hommes politiques ainsi que la justice en Allemagne respectent et protègent effectivement les droits humains. Nous apportons notre soutien aux institutions nationales et internationales qui promeuvent la paix en défendant les droits humains. Une politique de développement sensée et durable repose sur l'accès de toute personne, sans distinction, à ses droits. Cet objectif est au cœur de notre travail. Parmi les droits humains universellement reconnus se trouve le droit à la participation, c'est-à-dire le droit de s'impliquer dans les processus politiques. Cela vaut

également pour les projets que nous subventionnons et qui sont réalisés par nos organisations partenaires partout dans le monde. Les personnes les plus qualifiées pour parler d'un pays sont celles qui y vivent, la population sait ce dont elle a besoin. C'est à elle de décider et de mettre en place ce qui est bénéfique pour elle et son pays. Nous soutenons les populations dans cette démarche. Nous les aidons à exercer leurs droits.

Nos actions

L'Unité Droits humains et Paix est en contact direct avec les personnes marginalisées, défavorisées et persécutées dans les pays en voie de développement. Les acteurs du terrain nous signalent souvent des cas (individuels) de violation des droits humains auxquels nous réagissons en accord avec les personnes concernées. Pour ce faire, nous collaborons avec un grand nombre d'organisations actives en Allemagne et dans le monde. Nous accompagnons et soutenons également des organisations sur le plan matériel partout dans le monde (par exemple des organisations s'engageant contre les persécutions). Par ailleurs, nous cherchons à influencer les différents acteurs politiques en Allemagne. Nous leur demandons de rendre des comptes concernant leurs actions en



L'Unité Droits humains et Paix (de g. à d.): Andreas Dieterich, Dr Julia Duchrow, Eimear Gavin, Sophia Wirsching, Alexandra Prieß, Sieglinde Weinbrenner, Sarah Lincoln, Melanie Bleil, Maren Leifker, Nils Utermöhlen, Christine Meissler, Dr Martina Fischer, Karin Saarmann, Caroline Kruckow (ne pas sur la photo).

faveur de la protection et du respect des droits humains. Nous exigeons que les sociétés civiles de tous les pays soient renforcées ; que l'économie tienne compte des besoins et des droits des populations des pays dans lesquelles elle produit ; que les raisons qui poussent les personnes à fuir leur pays soient combattues afin que personne ne soit contraint de migrer ; que les migrantes et migrants dans l'obligation de fuir soient protégés sur leur route ; que les défenseuses et défenseurs des droits humains n'aient pas à craindre d'être marginalisés et persécutés ; que les exportations d'armes vers les pays violant

systématiquement les droits humains soient suspendues ; et, enfin, qu'une culture de paix soit établie.

Nos méthodes de travail

Nous nous adressons aux membres du Bundestag allemand, aux représentantes et représentants du gouvernement fédéral allemand ainsi qu'à l'opinion publique. Nous développons nos positions politiques en collaboration avec les organisations partenaires de Pain pour le monde implantées dans les pays du Sud. Nous posons les questions qui dérangent, prenons parti et faisons en sorte de peser

dans la balance. À plusieurs reprises, nous avons réussi à attirer l'attention du gouvernement allemand sur les intérêts de nos organisations partenaires et à soutenir ainsi leur travail. Ces réussites nous montrent que nous sommes sur la bonne voie. N'hésitez pas à nous contacter si vous

souhaitez collaborer avec nous ou obtenir des informations complémentaires sur notre travail.

Dr. Julia Duchrow, Chef de l'unité
Julia.Duchrow@brot-fuer-die-welt.de

Brot für die Welt (Pain pour le monde)

Pain pour le monde - Service protestant de développement s'engage dans plus de 90 pays dans le monde entier. Notre travail repose sur la coopération avec des organisations partenaires en Allemagne et à l'étranger. Notre action s'articule autour de la promotion de projets menés dans les pays du Sud.

Depuis 2012, Pain pour le monde - Service protestant de développement fait partie de l'Œuvre protestante de Diakonie et développement dont le siège est à Berlin. Nos trois sources principales de financement sont les subventions publiques accordées par le ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement, les dons et les collectes ainsi que des fonds provenant de l'Église. En 2014, Pain pour le monde a ainsi pu investir 255 millions d'euros dans ses activités de développement.

Pain pour le monde travaille avant tout en Afrique, en Asie, en Amérique la-

tine et dans la région Pacifique. Grâce à notre expertise et nos moyens financiers, nous aidons des personnes et des organisations à garantir la sécurité alimentaire, à promouvoir l'éducation et la santé, à créer un accès à l'eau, à renforcer la démocratie, à protéger les droits humains et à garantir la paix et le respect de la création. Parallèlement, nous misons sur le dialogue avec les représentantes et représentants politiques, sur le travail de lobbying ainsi que sur des campagnes d'information et de sensibilisation en matière de politique de développement. Pain pour le monde soutient également le travail de ses organisations partenaires en recrutant du personnel qualifié. Jusqu'à présent, Pain pour le monde a soutenu l'embauche de plus de 140 expertes et experts au sein d'organisations partenaires en Asie, en Afrique et en Amérique latine.

Protéger toutes les personnes défendant les droits humains

Partout dans le monde, des femmes et des hommes s'engagent de manière non violente pour la protection et la promotion des droits civiques, politiques, économiques, sociaux et culturels. Représentants des indigènes, fédérations d'agriculteurs et de pêcheurs, avocats, journalistes, représentants communaux, syndicalistes, travailleurs de la santé, enseignants, mères et proches de personnes disparues : ces individus et organisations s'engagent pour le droit à la terre, contre le déplacement et l'exploitation des populations, pour la participation politique et économique, pour les groupes particuliè-

rement vulnérables ainsi que pour les minorités ethniques ou sexuelles et contre les discriminations à l'égard des jeunes filles et des femmes. Nombre de nos organisations partenaires travaillent dans des pays qui ne disposent pas de structures gouvernementales et juridiques solides et où règnent la corruption et l'oppression. Nombre de groupes de population ne peuvent se faire entendre lorsqu'il s'agit de la répartition des terres, de l'exploitation des ressources minières ou encore de la définition des orientations politiques. Cela débouche inévitablement sur des conflits avec les autorités, les entreprises

Promotion des déplacements de nos partenaires dans le cadre d'activités de lobbying et de plaidoyer

Cette mesure permet à nos partenaires ainsi qu'à d'autres acteurs stratégiques de participer à des conférences, des formations et des séminaires (par exemple aux réunions des Nations unies à Genève ou des institutions de l'Union européenne à Bruxelles). Ils peuvent ainsi présenter et défendre leurs intérêts, influencer les décideuses et décideurs politiques des pays du Nord et élargir leur réseau à l'international. Pour ob-

tenir cette aide, une simple demande doit être envoyée stipulant la personne concernée, le motif du déplacement et le budget prévu. La subvention maximale attribuée couvre deux personnes par déplacement, à hauteur de 2 000 euros par personne.

Karin Saarmann

Karin.Saarmann@brot-fuer-die-welt.de

ou d'autres acteurs étatiques et non étatiques.

Dans le cadre de ces conflits, les défenseuses et défenseurs des droits humains prennent systématiquement le parti de celles et ceux dont les droits sont bafoués. Ceci peut les amener à être la cible de me-

Promotion de mesures d'urgence

L'Unité Droits humains et Paix peut intervenir de manière rapide et flexible lorsqu'une organisation partenaire ou ses collaboratrices et collaborateurs sont menacés et que le département régional concerné ne dispose pas des fonds nécessaires. Ce soutien matériel peut être utilisé notamment pour couvrir les frais de justice et d'assistance juridique ou, en cas de menace urgente, pour quitter rapidement la zone de conflit, trouver un logement provisoire ou financer une escorte de protection et une aide médicale et psychologique d'urgence. Pour plus d'informations : www.brot-fuer-die-welt.de/politik

Melanie Bleil

Melanie.Bleil@brot-fuer-die-welt.de

naces, tout comme les collaboratrices et collaborateurs de nos organisations partenaires. Ils reçoivent des appels ou des courriers anonymes, ils sont suivis, mis sur écoute, calomniés dans les médias, criminalisés, emprisonnés, condamnés lors de procès iniques, enlevés ou encore menacés de mort. Les bureaux de leurs organisations sont cambriolés, les ordinateurs volés ou confisqués, les informations incriminantes disparaissent. Le but est de les intimider et de paralyser le travail des organisations. Des poursuites judiciaires fallacieuses ont également pour objectif d'isoler les acteurs-clés en les criminalisant.

Pour étouffer les critiques indésirables, une autre stratégie plus subtile est parfois employée : créer des obstacles administratifs et bureaucratiques. Les ONG font ainsi parfois face à de nouvelles procédures d'enregistrement si complexes qu'il est quasiment impossible d'y satisfaire. Il arrive également que leurs activités soient soumises à un contrôle total par le biais de nouveaux critères en matière de transparence et de rapports. Les organisations refusant de se soumettre à ces exigences, et même celles qui tentent d'y satisfaire, peuvent s'attendre au gel des comptes de leurs projets (voir « Soutenir la société civile partout dans le monde »).

Nos représentantes et représentants sur le terrain sont souvent les premiers à apprendre que l'une de nos organisations partenaires ou encore son personnel sont en danger ou menacés. Nous réagissons dès qu'ils nous en informent. L'Unité Droits humains et Paix a développé une stratégie de réaction claire en cas d'urgence - en collaboration avec le département régional correspondant et en accord avec la personne ou l'organisation concernée.

Notre action immédiate :

- Nous avertissons le ministère fédéral des Affaires étrangères et menons des actions de lobbying ainsi que des interventions d'urgence.
- Nous échangeons avec les responsables politiques en Allemagne et dans le pays concerné.
- Nous contactons des organisations internationales de défense des droits humains spécialisées dans la protection des défenseuses et défenseurs des droits humains telles que Frontline Defenders, l'Organisation mondiale contre la torture (OMCT), Amnesty International ou encore Peace Brigades International (PBI).
- Nous disposons d'un fonds d'urgence permettant de financer d'éventuels frais d'avocat ou soins médicaux, les

frais de justice, de visa ou encore des formations sur la sécurité.

Nos actions préventives sur le long terme :

- Nous participons à la conception, à l'organisation et, dans certains cas, au financement de formations sur la sécurité.
- Nous conseillons et accompagnons nos partenaires dans leur travail de lobbying à Berlin ou auprès du Conseil des droits de l'homme des Nations unies à Genève.
- Nous aidons la ou les personnes concernées à obtenir un visa pour quitter le pays.
- Dans des cas exceptionnels, nous aidons les personnes menacées à être évacuées temporairement.

Les mesures de protection les plus efficaces sont mises en œuvre sur le terrain. Nombre de nos organisations partenaires ont développé avec notre soutien des exemples de bonnes pratiques leur permettant de se protéger. D'autres organisations peuvent en bénéficier et se conseiller mutuellement.

Sieglinde Weinbrenner

[Sieglinde.Weinbrenner@
brot-fuer-die-welt.de](mailto:Sieglinde.Weinbrenner@brot-fuer-die-welt.de)

L'économie doit elle aussi respecter les droits humains

Des entreprises allemandes et européennes se rendent régulièrement coupables de violations majeures des droits humains. Au Bangladesh, plus de 1 000 ouvrières sont mortes enfouies en 2013 suite à l'effondrement d'une usine textile. Aujourd'hui encore, des couturières y travaillent jusqu'à 16 heures par jour pour un salaire dérisoire afin de produire des vêtements pour les marques européennes. Au Pérou, la population est expulsée de ses terres au profit d'entreprises d'extraction de cuivre, matière première utilisée notamment par l'industrie automobile allemande. Tout aussi régulièrement, l'environnement est fortement pollué : chaque année, plus de 300 000 personnes meurent d'un empoisonnement aigu aux pesticides et près de 50 000 décèdent

d'un empoisonnement chronique. Les groupes chimiques européens continuent de vendre des pesticides sans informer la population des risques encourus. Aujourd'hui encore, les personnes concernées ne disposent pas d'une protection suffisante en cas de violation de leurs droits par les entreprises. Les législations locales sont souvent trop faibles ou ne sont mises en œuvre que partiellement. À l'échelle internationale, on ne dispose que de recommandations à caractère non contraignant. Les pays d'origine refusent eux aussi d'imposer des normes contraignantes pour les activités internationales de leurs entreprises.

Nos actions :

- Nous aidons les organisations non gouvernementales (ONG) présentes dans les pays du Sud lorsque des entreprises ne respectent pas les droits humains. Nous soutenons les associations locales devant les tribunaux et auprès de leur gouvernement. Nous diffusons l'information afin que ces cas deviennent publics et soient dénoncés à l'échelle internationale. Nous faisons par exemple appel aux voies de recours internationales de l'OCDE ou nous soutenons et accompagnons des plaintes déposées devant les tribunaux



Pain pour le monde s'engage aux côtés d'organisations locales de défense des droits humains contre la vente par Bayer de pesticides toxiques en Inde



Pain pour le monde s'oppose à l'augmentation des droits des investisseurs et s'engage pour l'instauration de normes contraignantes pour l'économie mondiale

européens contre des entreprises européennes.

- Nous nous engageons auprès des Nations unies en faveur de la mise en place de normes contraignantes en matière de droits humains pour l'économie mondiale.
- Nous exigeons du gouvernement allemand l'instauration d'une législation qui prescrive un devoir de diligence pour les entreprises allemandes s'appliquant également à leurs activités à l'étranger.

Il est inutile d'attendre de l'économie qu'elle respecte d'elle-même les droits humains et qu'elle tienne ses engagements. Il convient de voter des lois contraignantes qui s'appliquent pour toutes et

tous. Les personnes dont les droits sont bafoués doivent pouvoir se défendre juridiquement lorsque des entreprises outrepassent ou contournent ces lois. C'est pourquoi Pain pour le monde soutient les initiatives visant à l'instauration de normes internationales à l'échelle des Nations unies. Par ailleurs, nous nous engageons sur le long terme pour un changement radical dans la politique économique mondiale : abandonner la quête perpétuelle d'une croissance économique qui ne bénéficie qu'à quelques-uns au profit d'une répartition plus équitable des richesses.

Sarah Lincoln

Sarah.Lincoln@brot-für-die-welt.de

Soutenir la société civile partout dans le monde

Partout dans le monde, les activistes sont confrontés à des risques grandissants. Les militantes et militants, le personnel et les bénévoles d'associations et d'organisations non gouvernementales ainsi que les personnes impliquées dans les mouvements sociaux sont de plus en plus souvent menacés, emprisonnés et assassinés. Le champ d'action de leurs organisations est systématiquement limité. Celles-ci perdent souvent leur statut, voire sont interdites. De nombreux pays votent de nouvelles lois ou amendent les lois existantes

afin d'entraver l'engagement de la société civile. Il est de plus en plus fréquent que les acteurs de la société civile ne soient pas autorisés à obtenir des subventions de l'étranger. Un grand nombre de pays instaurent des procédures administratives longues et coûteuses, imposant par exemple l'obligation de rendre des comptes extrêmement détaillés sur leurs activités ou d'obtenir l'approbation des autorités gouvernementales pour tout projet, ce qui de fait empêche les organisations de travailler et sape leur indépendance.

La répression des voix indépendantes et de toute intervention critique ainsi que le non-respect de la liberté d'expression, de réunion et d'association influencent fortement le développement politique, économique et social d'un pays. Une démocratie vivante qui s'attache à lutter contre la pauvreté et pour la justice et la paix a besoin d'une société civile forte et indépendante capable d'intervenir et d'apporter un point de vue critique. Seule l'existence d'une telle société civile permet de garantir que les populations pauvres et défavorisées puissent se faire entendre et bénéficient également du développement. Car bien souvent seules les classes privilégiées profitent du développement et de la croissance économique. À l'inverse, la pauvreté, la marginalisation,



Affrontement avec la police à San José (Costa Rica) lors de la manifestation à l'occasion de la « Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes »

les conflits violents autour des ressources qui se raréfient ainsi que la destruction de l'environnement continuent de compter parmi les grands défis de la politique de développement. C'est pourquoi nous nous engageons pour que les organisations de la société civile puissent préserver leur capacité d'action, se faire entendre en matière de politique de développement et influencer cette dernière.

Nos actions :

- Nous conseillons et soutenons des organisations ainsi que nos collègues lorsque des gouvernements entravent de manière systématique la coopération avec Pain pour le monde par le biais de lois, de réglementations, de menaces, etc.
- Nous recensons les cas qui nous sont rapportés et réalisons des études comparatives entre différents pays afin de fournir à d'autres bailleurs de fonds et aux organisations concernées des informations précises sur les problématiques et les solutions éventuelles.
- Nous développons des positions communes en collaboration avec les organisations concernées et nos partenaires et essayons d'influencer la politique nationale et internationale ainsi que de défendre et de protéger la

capacité d'action de la société civile. En coopération avec des réseaux nationaux et internationaux (notamment avec l'Alliance Act), nous organisons des consultations régionales avec les organisations concernées afin de partager nos expériences et de définir des stratégies de résistance communes.

Les organisations de la société civile apportent une contribution majeure à la société : les analyses et les rapports des ONG enrichissent les débats publics, informent les décisions politiques et permettent de présenter une perspective critique au sein des Nations unies face aux rapports gouvernementaux officiels. Notamment dans les pays marqués par de fortes inégalités sociales, elles fournissent un travail indispensable pour le développement global du pays en suivant par exemple de manière critique les politiques budgétaires et sociales ainsi que les décisions prises en matière d'emploi et de santé ou encore les grands projets d'investissements tels que barrages et centrales nucléaires. Ce travail favorise la transparence, limite la corruption et permet aux groupes défavorisés de bénéficier également du développement économique.

Christine Meissler

Christine.Meissler@brot-für-die-welt.de

La migration libre et volontaire favorise le développement

Les personnes qui quittent leur pays pour vivre à l'étranger le font pour différentes raisons : pour un emploi ou une meilleure formation, pour suivre des proches ou sortir de la misère. Plus de 240 millions de personnes dans le monde sont considérées comme migrantes ou migrants. Parmi elles, plus de 20 millions de réfugiés et réfugiés ont fui les persécutions, la violence, la guerre ou le terrorisme. Par ailleurs, un nombre grandissant de personnes sont forcées de migrer en raison des inégalités structurelles ou des conséquences catastrophiques du changement climatique telles que sécheresses et inondations.

Pain pour le monde lutte, d'une part, contre les violations des droits humains et pour l'amélioration des conditions de vie - en d'autres termes contre les causes poussant les personnes à quitter leur pays. D'autre part, nous nous engageons pour que les migrantes et migrants soient protégés dans les pays de transit et de destination et ne soient pas victimes d'exploitation, d'abus et de violence. Chaque personne a le droit de quitter le pays dans lequel elle se trouve. Toutefois, nombreux sont celles et ceux qui ne peuvent le faire légalement. Des millions de personnes sont contraintes à l'illégalité et par conséquent forcées d'emprunter au péril de leur

vie des routes migratoires extrêmement dangereuses.

Nous tentons de changer cette politique. Car la migration libre et volontaire constitue un facteur clé du développement. En témoignent notamment les fortes sommes d'argent envoyées par les migrantes et migrants à leurs familles et communautés dans leur pays d'origine. Le développement ne peut se passer de la migration. Les migrantes et migrants enrichissent les pays de destination grâce à leurs compétences, leur potentiel économique, leurs idées et leurs cultures. Parallèlement, ils favorisent l'échange et le progrès dans leurs pays d'origine. Mais lorsque, par exemple, ils ne disposent pas des papiers nécessaires ou d'un titre de séjour et d'un permis de travail, les migrantes et migrants deviennent facilement la cible de l'exploitation, de l'esclavage ou de la traite des personnes.

Les droits humains des migrantes et migrants sont régulièrement bafoués car nombre de pays privilégient la protection de leurs citoyennes et citoyens. Dans de nombreux cas, les migrantes et migrants sont marginalisés socialement et criminalisés.

Nos actions :

- Nous défendons les droits des migrantes et migrants partout dans le monde, par exemple en renforçant les réseaux en matière de politique migratoire. Nous subventionnons des activités de conseil juridique, notamment en Asie du Sud-Est où des centaines de milliers de migrants travaillent comme employées de maison, femmes de ménage et gardiennes d'enfants. Leurs salaires et leurs conditions de travail sont en général extrêmement précaires.
- Nous soutenons les organisations et les associations telles que l'Asia Pacific Mission for Migrants (APMM). Celle-ci organise des ateliers informant les migrantes de leurs droits, réalise des supports d'information et du matériel pédagogique, organise en cas d'urgence une aide financière et médicale, fait pression au niveau politique et met en réseau les associations de migrantes et migrants de l'Asie du Sud-Est et de la région Pacifique.
- Nous observons de manière critique la politique migratoire et la politique à l'égard des réfugiées et réfugiés de l'Union européenne et du gouvernement allemand. Nous exigeons la mise en place de routes légales vers l'Europe

à la fois pour les personnes réfugiées et pour celles à la recherche d'un emploi.

Mettre un terme à la forteresse Europe permettrait d'empêcher que des personnes se retrouvent bloquées en zone de transit dans des conditions désastreuses, sans pouvoir ni poursuivre leur voyage ni retourner dans leur pays d'origine. Le nombre de migrantes et migrants qui meurent en tentant d'arriver en Europe pour y trouver refuge diminuerait puisqu'ils ne seraient plus à la merci des passeurs et des trafiquants.

Sophia Wirsching

Sophia.Wirsching@brot-fuer-die-welt.de



Des réfugiées et réfugiés protestent contre la fermeture de la frontière serbo-hongroise

Transformer les conflits pacifiquement et contribuer à une paix équitable

Partout dans le monde, la participation politique, l'autodétermination, les ressources et le pouvoir économique suscitent des conflits violents et armés. Ces luttes s'accompagnent souvent de nouvelles formes d'oppression et de discrimination, de déplacements de populations et de violations des droits humains. L'engagement en faveur du développement, de la démocratie et d'un monde plus juste peut lui aussi engendrer des conflits. Nous ne cherchons pas à éviter

les conflits mais nous essayons d'enrayer l'escalade de la violence, voire d'y mettre un terme. Nous aidons également les personnes à reconstruire les infrastructures détruites par la guerre.

L'agricultrice qui s'oppose à l'expropriation de ses terres destinées à la culture extensive de soja ; l'éleveur qui se dispute des terres avec les cultivateurs ; l'avocate qui s'engage pour les droits des minorités et subit des tentatives d'intimidation ; la communauté villageoise indigène qui s'oppose à une entreprise minière détruisant l'environnement, ses moyens de subsistance et ses lieux de culte ; la pasteur qui s'engage pour la paix et la réconciliation à l'issue d'une guerre civile : tous ces acteurs luttent pour un monde plus juste, pour la paix et le respect de la création, ce qui entraîne des conflits avec les gouvernements, les entreprises ou d'autres groupes sociaux. Le défi consiste à résoudre de manière pacifique ces conflits inévitables. Une telle démarche permet l'apparition et la préservation de nouvelles relations qui constituent la base de la coexistence pacifique.

En 2015, l'Unité Droits humains et Paix de Pain pour le monde a invité à Berlin des personnes originaires de 20 pays différents qui vivent et travaillent dans des contextes de conflits armés (par exemple



Échange entre participants népalais, nigériens et kényans lors d'un atelier sur la promotion de la paix

Palestine, Inde, Nigéria, Soudan ou Mexique) ou dans des États fragiles marqués par de longues guerres civiles (par exemple Libéria ou Sierra Leone). Sous le thème « Apprendre de l'expérience », les participantes et participants à cette rencontre ont échangé sur leur engagement au sein de la société civile ainsi que sur le travail de promotion de la paix qu'ils mènent pendant des conflits violents et à leur issue. Ces expériences ont été analysées et mutualisées.

Même si les conditions de vie des participantes et participants étaient loin d'être identiques, nous avons découvert de nombreuses similarités dans la gestion des conflits et de leurs causes. Grâce à ce savoir, à des approches innovantes et aux réseaux créés lors de cette rencontre, les participantes et participants peuvent aujourd'hui se soutenir. Cela leur permet de ne pas perdre espoir quand les crises perdurent et que les violences se multiplient et de continuer à s'engager pour une gestion constructive des conflits, contre les inégalités et pour un avenir de paix dans leur pays.

Nos actions :

- Nous présentons les expériences de la société civile en matière de gestion des conflits lors des débats sur la politique

de paix menés au sein de l'Église et du Parlement allemand. Nous renforçons ainsi la perspective d'une paix équitable, la sensibilité pour les conflits dans la sphère politique et dans la pratique ainsi que les compétences nécessaires pour une gestion civile et pacifique des conflits.

- Sur le plan politique, nous nous engageons contre les exportations d'armements dans les pays en crise. En collaboration avec la Conférence commune Église et développement (GKKE) et «Aktion Aufschrei», nous luttons pour la restriction des exportations d'armes de petit calibre qui se répandent dans le monde de manière incontrôlée.
- Nous participons à différentes coalitions telles que la Plateforme allemande pour la gestion civile des conflits (Plattform Zivile Konfliktbearbeitung) avec laquelle nous suivons de manière critique le travail des institutions publiques et des parlements en matière de prévention civile des crises et de gestion civile des conflits. Nous sommes également membre de différents réseaux régionaux, du Conseil œcuménique des Églises et surtout du Groupe de travail sur la Paix et le Développement (FriEnt, voir l'encadré).

Groupe de travail sur la Paix et le Développement (FriEnt)

Membres du Groupe de travail sur la Paix et le Développement (FriEnt) des organisations publiques, des réseaux de la société civile, des fondations politiques ainsi que les œuvres d'entraide chrétiennes Misereor et Pain pour le monde - Service protestant de développement. FriEnt a été fondé en septembre 2001 et a pour objectif de rassembler les compétences, de promouvoir la mise en réseau et la collaboration ainsi que de contribuer à une coopération au développement qui tienne compte de la question des conflits.

Les membres de FriEnt ont tous en commun leur engagement pour la paix et le développement. Cependant, ils diffèrent de par la taille de leur structure, leur mission, leurs partenaires (institutions étatiques et/ou organisations de la société civile), les projets qu'ils soutiennent ainsi que leurs approches. Ils souhaitent mettre la diversité de leurs perspectives et expériences au service d'une réflexion commune et productive sur les thèmes de la paix et du développement. Un comité de direction, au sein duquel chaque organisation est représentée par un délégué ou une déléguée, définit le cadre stratégique de l'action du Groupe de travail FriEnt ainsi que son orientation politique globale.

L'équipe de FriEnt agit au nom du Groupe de travail. Elle comporte une personne détachée par Pain pour le monde ainsi qu'un représentant ou une représentante

de chaque organisation membre. Les membres de l'équipe travaillent à la fois pour FriEnt et au sein de leur organisation d'origine. Ils peuvent ainsi favoriser les synergies et développer un point de vue qualifié sur certains thèmes prioritaires.

FriEnt se charge par exemple de recenser et d'analyser de manière transversale les investissements fonciers de grande envergure (phénomène d'accaparement des terres) et les conflits qui en découlent. Dans le même temps, Pain pour le monde a examiné dans le cadre de différentes études de cas menées en Asie, en Afrique et en Amérique latine l'impact de l'accaparement des terres sur la paix, la sécurité et la stabilité. Le Groupe de travail FriEnt travaille sur différents thèmes en s'appuyant sur l'exemple de régions spécifiques. Une table ronde sur le Caucase du Sud organisée par FriEnt permet ainsi aux responsables régionaux des organisations membres de s'informer régulièrement sur les besoins en termes de promotion de la paix et sur les défis actuels, de se conseiller mutuellement et d'obtenir de nouveaux éléments d'analyse.

Pour plus d'informations, veuillez consulter le site du Groupe de travail : www.frient.de

Caroline Kruckow

Caroline.Kruckow@brot-fuer-die-welt.de



Des participantes du Népal et du Nigéria lors de l'atelier « Promouvoir la paix dans les conflits sociétaux » à Nairobi

La promotion de la paix est un travail de tout instant. Nous souhaitons contribuer au dépassement des inégalités politiques et sociales, à la protection des droits humains et à la transformation non violente des conflits. Il ne s'agit pas de trouver des solutions rapides mais de lancer des processus sur le long terme. Ces processus permettent non seulement d'alléger les souffrances, de créer de nouvelles formes de relation, de développer conjointement nos compétences et d'instaurer la

confiance, mais ils sont également, et avant tout, porteurs d'espoir.

Andreas Dieterich

Andreas.Dieterich@brot-fuer-die-welt.de

Dr. Martina Fischer

Martina.Fischer@brot-fuer-die-welt.de

Caroline Kruckow

Caroline.Kruckow@brot-fuer-die-welt.de

**Pain pour le monde -
Service protestant de
développement**

Caroline-Michaelis-Str. 1
10115 Berlin (Allemagne)

Téléphone +49 30 65211 0
info@brot-fuer-die-welt.de
www.brot-fuer-die-welt.de